



## Règlement de cimetière et du site cinéraire

Le maire de la commune de Breteuil sur Noye

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2213-7 et suivants, L2223-1 et suivants, R2213-1-1 et suivants et R2223-1 et suivants ;

Vu le Code civil et notamment son article 16-1-1 ;

Vu le code pénal et notamment ses articles 225-17, 225-18-1 et R 610-5 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L 511-1 à L 511-22 et R 511-1 à R 511-13.

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 27 juin 2024 (DL 24/075) approuvant le projet de règlement du cimetière à compter du 1<sup>er</sup> avril 2024 ;

Considérant que le maire a la charge de la surveillance du cimetière communal et assure la police des funérailles et des cimetières ;

Considérant que la commune de Breteuil sur Noye dispose d'un cimetière situé rue du général leclerc destiné à assurer l'inhumation des défunts et le recueillement des familles et des proches ;

Considérant la nécessité d'assurer le respect de l'ordre public et de la décence dans le cimetière communal ainsi que le respect des défunts

## **ARRETE**

### **Dispositions générales**

- Article 1.** L'arrêté n° 143/2016 portant règlement général du cimetière de Breteuil sur Noye est abrogé et remplacé par le présent règlement ;
- Article 2.** Le cimetière de la commune de BRETEUIL SUR NOYE est ouvert tous les jours de 8:00 à 18:00 (8:00 à 20:00 sur une période allant du 1<sup>er</sup> juin au 30 septembre).  
Toute personne se rendant au cimetière devra avoir un comportement en adéquation avec ce lieu de recueillement.  
Seuls les véhicules des sociétés de pompes funèbres, des services communaux et de secours peuvent accéder au cimetière.
- Article 3.** Le maire est la seule personne compétente pour désigner les emplacements destinés à l'inhumation des défunts.
- Article 4.** Les tombes seront espacées de 30cm sur les côtés et de 30 cm des pieds à la tête. Ces espaces appartiennent au domaine public de la commune. Aucune appropriation ou encombrement n'y est accepté et leur entretien relève de la commune.

### **Terrain commun**

*Le terrain commun est un espace obligatoirement fourni par la commune pour l'inhumation de certains défunts dont la liste est rappelée à l'article 7 du présent règlement. La sépulture y est individuelle, individualisée, gratuite et l'emplacement peut être repris par la commune 5 ans après l'inhumation. Les restes du défunt sont alors placés dans un reliquaire déposé à l'ossuaire. L'emplacement peut ensuite être attribué à un autre défunt.*

- Article 5.** Le terrain commun n'est aucunement une fosse commune. La sépulture y est individuelle. Chaque inhumation a donc lieu dans une fosse séparée. Chaque fosse dispose de 1,50 mètre à 2 mètres de profondeur sur 80 centimètres de largeur. Elle est ensuite remplie de terre bien foulée.
- Article 6.** Lors de l'attribution d'un nouvel emplacement, le maire ou son représentant délimitera clairement l'espace au sol afin d'éviter tout empiètement d'un espace voisin. L'espace attribué aura une dimension minimale de 1 mètre sur 2 mètres, soit 2 mètres carrés.
- Article 7.** Le droit à inhumation en terrain commun est garanti :
- *aux personnes décédées sur le territoire de la commune de Breteuil sur Noye ;*
  - *aux personnes domiciliées sur le territoire de la commune de Breteuil sur Noye ;*
  - *aux personnes non domiciliées dans la commune de Breteuil sur Noye mais qui y ont droit à une sépulture de famille ou une sépulture collective ;*
  - *aux Français établis hors de France n'ayant pas une sépulture de famille dans la commune de Breteuil sur Noye mais qui sont inscrits ou remplissent les conditions pour être inscrits sur sa liste électorale en application du code électoral ;*
  - *aux personnes ayant tenu un rôle important et / ou remarquable en faveur de la vie de la commune, cette disposition fait l'objet d'une décision du Maire.*

**Article 8.** Tout particulier peut, sans autorisation, faire placer sur la fosse d'un parent ou d'un ami une pierre sépulcrale ou autre signe indicatif de sépulture. Il conviendra toutefois de respecter les conditions particulières fixées dans la partie du présent règlement consacrée aux travaux et particulièrement l'article 32 concernant l'information préalable des travaux réalisés.

En tout état de cause, les monuments érigés sur les fosses auront une dimension conforme à l'espace délimité selon les modalités prévues à l'article 5 et ne pourront dépasser une hauteur de deux mètres à partir du niveau du sol de la concession.

Aucune inscription ne peut être placée sur les pierres tumulaires ou monuments funéraires sans avoir été préalablement soumise à l'approbation du maire.

**Article 9.** Passé le délai de 5 ans garanti pour l'inhumation du défunt, la commune pourra reprendre l'emplacement. Pour ce faire, elle procédera à l'exhumation des restes du défunt qui seront déposés dans un reliquaire placé à l'ossuaire.

Les monuments seront laissés à la disposition des familles pendant un délai de deux ans. Passé ce délai, ils deviendront propriété de la commune.

## ***Concessions***

Les concessions permettent aux familles de disposer d'un espace pour inhumer les personnes déterminées par le concessionnaire, que ce soit dans un cercueil ou dans une urne après crémation. Cet espace appartient au domaine public de la commune et fait l'objet d'une autorisation temporaire d'utilisation contre le paiement d'un capital fixé par le conseil municipal.

**Article 10.** Les durées des concessions sont de :

- 15 ans ;
- 30 ans ;
- 50 ans ;
- perpétuelles.

**Article 11.** Les concessions sont convertibles en concessions de plus longue durée si la commune propose la durée souhaitée. Le concessionnaire devra payer la différence de tarif entre les deux durées de concessions à conditions que les deux premières années de la première concession ne soient pas dépassées.  
Le concessionnaire peut également demander une conversion pour une plus courte durée si la commune propose la durée souhaitée. La commune remboursera la différence de tarif entre les deux durées de concessions à l'exception d'une conversion à partir d'une durée de concession perpétuelle.

**Article 12.** Les tarifs des concessions ont été fixées par délibération n° 2023/110 du conseil municipal du 27 novembre 2023. Ils sont de :

- 200.00 euros pour les concessions de 15 ans ;
- 350.00 euros pour les concessions 30 ans ;
- 700.00 euros pour les concessions 50 ans ;
- 3 500.00 euros pour les concessions perpétuelles.

**Article 13.** Il existe 3 types de concession que seul le concessionnaire originel peut déterminer :

- *Une concession individuelle a pour objet d'ouvrir un droit à inhumation pour un seul défunt clairement identifié par le concessionnaire.*
- *Une concession collective a pour objet d'ouvrir un droit à inhumation pour plusieurs défunts clairement identifiés par le concessionnaire.*
- *Une concession familiale a pour objet d'ouvrir un droit à inhumation pour plusieurs défunts ayant un lien familial avec le concessionnaire. Il est précisé que pourront dès lors être inhumés de plein droit dans cette concession : le concessionnaire et son conjoint, les ascendants du concessionnaire et leurs conjoints, les descendants du concessionnaire et leurs conjoints, les alliés du concessionnaire et les personnes ayant un lien d'affection particulier avec le concessionnaire. Le concessionnaire étant le seul gestionnaire de ces droits à inhumation, il peut exclure expressément une personne de cette liste.*

**Article 14.** Les bénéficiaires de la concession peuvent construire sur ces terrains des caveaux, monuments et tombeaux. Il conviendra toutefois de respecter les conditions particulières fixées dans la partie du présent règlement consacrée aux travaux et particulièrement l'article 32 concernant l'information préalable des travaux réalisés.

**Article 15.** Les concessions peuvent faire l'objet d'une rétrocession à la commune. Pour que la commune accepte la demande, celle-ci doit émaner du concessionnaire originel (afin de respecter sa volonté contractuelle) et la concession doit être vide de tout corps. La commune n'est pas tenue de l'accepter, mais s'il elle l'accepte, le conseil municipal pour le Maire, peut la subordonner à une indemnisation à proportion du temps restant à courir. Au-delà de la 10<sup>ème</sup> année la rétrocession sera possible sans indemnisation par la commune.

**Article 16.** Les concessions sont renouvelables au tarif en vigueur au moment du renouvellement, c'est-à-dire à la date d'échéance de la concession. Le concessionnaire, ou ses ayants droit en cas de décès, peut solliciter ce renouvellement dans un délai de 2 ans après l'expiration du contrat de concession. Passé ce délai et à défaut de paiement de cette nouvelle redevance, le terrain concédé fait retour à la commune.

**Article 17.** Passé le délai de 2 ans accordé pour procéder au renouvellement de la concession, la commune pourra reprendre l'emplacement. Pour ce faire, elle procédera à l'exhumation des restes du ou des défunts qui seront déposés dans un reliquaire placé à l'ossuaire.

Les monuments seront laissés à la disposition du concessionnaire ou de ses ayants droit pendant un délai de deux ans. Passé ce délai, ils deviendront propriété de la commune.

**Article 18.** En acquérant une concession, le concessionnaire s'engage à en garantir son bon état d'entretien. En cas de défaut d'entretien, il est rappelé que si après une période de trente ans, une concession a cessé d'être entretenue, le maire peut constater cet état d'abandon par procès-verbal porté à la connaissance du public et des familles. Si, un an après cette publicité régulièrement effectuée, la concession est toujours en état d'abandon, le maire a la faculté de saisir le conseil municipal, qui est appelé à décider si la reprise de la concession est prononcée ou non. Dans l'affirmative, le maire peut prendre un arrêté prononçant la reprise par la commune des terrains affectés à cette concession.

Le maire utilisera donc la procédure des concessions en état d'abandon conformément au code général des collectivités territoriales dans le but de susciter la remise en état et se réserve le droit de reprendre la concession.

**Article 19.** Si le défaut d'entretien d'un monument placé sur une concession ou de tout équipement installé est susceptible de causer un risque pour la sécurité des visiteurs ou pour l'intégrité des défunts, le maire engagera une procédure de mise en sécurité conformément au code de la construction et de l'habitation.

**Article 20.** Des réductions ou réunions de corps sont possibles au sein des concessions en respectant les exigences fixées à l'article 30 concernant les exhumations.

### **Régime juridique du site cinéraire**

Le site cinéraire est réservé aux défunts ayant fait le choix de la crémation. Il est composé :

- *d'un espace de dispersion des cendres (précisez jardin du souvenir, puits de cendres...);*
- *d'un columbarium, c'est-à-dire d'un équipement installé par la commune dont les cases sont concédées suivant le régime des concessions ;*
- *de cavurnes, c'est-à-dire d'espaces concédés par la commune (installés par la commune selon le choix) sur lequel les familles peuvent placer un monument.*

**Article 21.** A la demande de la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles, l'urne peut être :

- *inhumée dans une sépulture ;*
- *déposée dans une case de columbarium ;*
- *scellée sur un monument funéraire uniquement par un professionnel des pompes funèbres.*

Toutes ces opérations constituent des inhumations et sont donc soumises à une autorisation expresse du maire de Breteuil sur Noye.

**Article 22.** A la demande de la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles, les cendres peuvent être dispersées dans l'équipement communal prévu à cet effet : jardin du souvenir.

Cette opération constitue une inhumation et est donc soumise à une autorisation expresse du maire de Breteuil sur Noye.

La dispersion est gratuite et aucun lien entre le défunt et la commune ne sont nécessaires.

La commune identifie les défunts dont les cendres sont dispersées à l'aide d'un registre disponible en mairie et par l'apposition d'une plaque de dimension maximum de 4cms X 9cms, collée sur la stèle prévue à cet effet.

**Article 23.** La commune tient en mairie un registre des dispersions de cendres en pleine nature. Pour rappel, en cas de dispersion des cendres en pleine nature, la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles en fait la déclaration à la mairie de la commune du lieu de naissance du défunt. Sur ce registre, la commune mentionne l'identité du défunt ainsi que la date et le lieu de dispersion de ses cendres conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales (CGCT) notamment l'article L2223-18-3 ainsi que par le Code de l'environnement.

**Article 24.** L'espace de dispersion des cendres est entretenu par la commune. Il s'agit d'un espace collectif et partagé. Par conséquent, aucune appropriation de l'équipement n'est envisageable et les cendres n'y sont aucunement enterrées.

Seul le dépôt de fleurs naturelles y est autorisé et le passage doit toujours y être possible. Les fleurs fanées seront enlevées par les services de la commune.

La pose d'objets de toute nature sur la pelouse (fleurs artificielles, vases, plaques, etc.) est interdite. En cas de dépôt, ces objets seront enlevés sans préavis par la commune et déposés en déchetterie.

Les cases de columbarium répondent au régime juridique des concessions évoqué dans les articles 10 à 22 du présent règlement.

Les cases du columbarium ont une largeur de 40 cm, une profondeur de 40 cm et une hauteur de 40 cm. Le nombre d'urnes pouvant y être déposées est donc limité par ces caractéristiques techniques auquel les concessionnaires et les personnes ayant qualité pour pourvoir aux funérailles, ainsi que les sociétés de pompes funèbres, prendront garde pour éviter tout désagrément lors du dépôt d'une urne.

Les dépôts de fleurs naturelles en pot et objets ne sont autorisés que le jour du dépôt d'une urne et au pied du columbarium uniquement pendant le temps du fleurissement.

L'administration municipale se réserve le droit d'enlever les pots et fleurs fanées, sans préavis. Tout autre objet et attribut funéraire (fleurs artificielles, vases, plaques, etc.) est interdit.

L'autorisation de retirer une urne d'une case de columbarium est accordée par le maire conformément aux prescriptions du présent règlement relatives aux demandes d'exhumation (article 30).

Aucune inscription ne peut être placée sur les pierres tumulaires ou monuments funéraires sans avoir été préalablement soumise à l'approbation du maire.

**Article 25.** Les cavurnes répondent au régime juridique des concessions évoqué dans les articles 9 à 21 du présent règlement.

Les cavurnes ont une dimension de 60 cm de largeur sur 60 cm de longueur (et 60 cm de profondeur).

Le nombre d'urnes pouvant y être déposées est donc limité par ces caractéristiques techniques auquel les concessionnaires et les personnes ayant qualité pour pourvoir aux funérailles, ainsi que les sociétés de pompes funèbres, prendront garde pour éviter tout désagrément lors du dépôt d'une urne.

Les bénéficiaires de la concession peuvent construire sur ces terrains des caveaux, monuments et tombeaux. Il conviendra toutefois de respecter les conditions particulières fixées dans la partie du présent règlement consacrée aux travaux et particulièrement l'article 32 concernant l'information préalable des travaux réalisés.

En tout état de cause, les monuments érigés sur les fosses auront une dimension conforme à l'espace délimité par le présent article et ne pourront dépasser une hauteur de 1 mètre.

L'autorisation de retirer une urne d'une cavurne est accordée par le maire conformément aux prescriptions du présent règlement relatives aux demandes d'exhumation (article 30).

Aucune inscription ne peut être placée sur les pierres tumulaires ou monuments funéraires sans avoir été préalablement soumise à l'approbation du maire.

Concernant le régime juridique des inhumations et exhumations (terrain commun, site cinéraire et concessions)

**Article 26.** Toute inhumation est autorisée expressément par le maire de la commune de Breteuil. Le maire s'assurera du droit du défunt à être inhumé en terrain commun conformément à l'article 6 du présent règlement ou à être inhumé dans la concession existante conformément à l'article 12 du présent règlement. Une inhumation réalisée sans cette autorisation fera l'objet de poursuites pénales.

**Article 27.** Le dépôt du corps dans le caveau provisoire est autorisé par le maire de la commune. Son délai d'utilisation ne peut dépasser 6 mois. La sortie du cercueil du caveau provisoire fera l'objet d'une autorisation du maire.

**Article 28.** Toute exhumation est autorisée expressément par le maire de la commune de Breteuil sur Noye. Le maire vérifiera que le demandeur de l'exhumation a bien la qualité de plus proche parent du défunt et que la destination du corps du défunt est connue. En cas de désaccord entre les parents, l'autorisation ne pourra être délivrée qu'après décision des tribunaux. Lorsque l'exhumation s'accompagne de la renonciation par la famille au renouvellement des droits de la concession dont les corps sont exhumés, l'opération d'exhumation ne pourra avoir lieu que dans la mesure où le monument aura été au préalable déposé.

L'exhumation doit être faite en présence du demandeur.

Elle aura lieu en dehors des heures d'ouverture du cimetière au public ou dans une partie du cimetière fermée au public durant les heures d'ouverture.

Une exhumation réalisée sans autorisation ou non conformément au présent article fera l'objet de poursuites pénales.

**Article 29.** Lors de la reprise des emplacements, les restes des défunts sont traités avec respect. Ils sont placés dans un reliquaire puis déposés à l'ossuaire communal. Le maire peut également faire procéder à la crémation des restes exhumés en l'absence d'opposition connue ou attestée du défunt. Les cendres des restes exhumés sont déposées dans l'ossuaire ou dispersées au jardin du souvenir (ou tout autre équipement de dispersion de la commune).

Les restes des personnes qui avaient manifesté leur opposition à la crémation sont distingués au sein de l'ossuaire.

Lors de la reprise des cases de columbarium ou des cavurnes, chaque urne est déposée dans l'ossuaire communal ou les cendres sont dispersées au jardin du souvenir (ou tout autre équipement de dispersion de la commune). En cas de dispersion, l'urne sera détruite.

Les personnes qui reposent à l'ossuaire sont identifiées dans un registre tenu en mairie.

## **Régime juridique des travaux**

**Article 30.** Les travaux dans le cimetière sont soumis à une déclaration déposée auprès des services de la commune. La demande identifiera clairement le demandeur, le lieu des travaux, l'objet des travaux et leur date de réalisation.

La commune établira de manière contradictoire avec la personne en charge des travaux un état des lieux avant et après travaux pour s'assurer que ceux-ci sont conformes à la déclaration et qu'ils n'ont occasionné aucun dégât.

**Article 31.** Les travaux sont réalisés pendant les horaires d'ouverture du cimetière, sauf urgence signalée aux services de la mairie et accord exprès de la commune.

**Article 32.** Les travaux ne doivent pas entraver les allées du cimetière ou l'accès à celui-ci. Ils seront réalisés dans les règles de l'art permettant notamment de garantir l'intégrité des monuments voisins et des allées. En cas de désagrément, un signalement immédiat devra être fait en mairie.

Le dépôt de matériaux est interdit au cimetière. Une autorisation expresse du maire pourra être délivrée afin de limiter au maximum les désagréments et de permettre une bonne réalisation des travaux.

Le sciage et la taille des pierres destinées à la construction des ouvrages et caveaux sont interdits à l'intérieur des cimetières.

Dispositions relatives à l'exécution du règlement municipal du cimetière

Le présent règlement entre en vigueur le ...

Le directeur général des services de la mairie,

le service des Cimetières,

le service technique municipal,

et la police municipale,

seront chargés de l'exécution du présent règlement qui sera affiché à la porte du cimetière et tenu à la disposition des administrés à la mairie.

Fait à Breteuil le 27 juin 2024

Monsieur le Maire de Breteuil sur Noye

CAUWEL Jean

